

SESSION DE FORMATION DES JOURNALISTES

DE LA PRESSE ECONOMIQUE

MINISTERE DES FINANCES

LA FISCALITE DE
PORTE: UNE
EQUATION DE
DEVELOPPEMENT

Par Norbert BELINGA

Chef de Secteur des Douanes du Sud II

INTRODUCTION

La fiscalité est une source essentielle de financement du développement et elle constitue la condition indispensable de la construction d'un État apte à remplir ses missions;

De façon globale, les recettes fiscales donnent aux États les ressources nécessaires pour financer l'investissement dans le développement, la recherche, l'éducation, la réduction de la pauvreté et la fourniture de services publics, ainsi que le renforcement des capacités de l'État



INTRODUCTION

Dans la plupart des pays, les lois, les règlements, les prélèvements obligatoires et les institutions qui forment le système fiscal sont articulés autour de la fiscalité interne et de porte ;

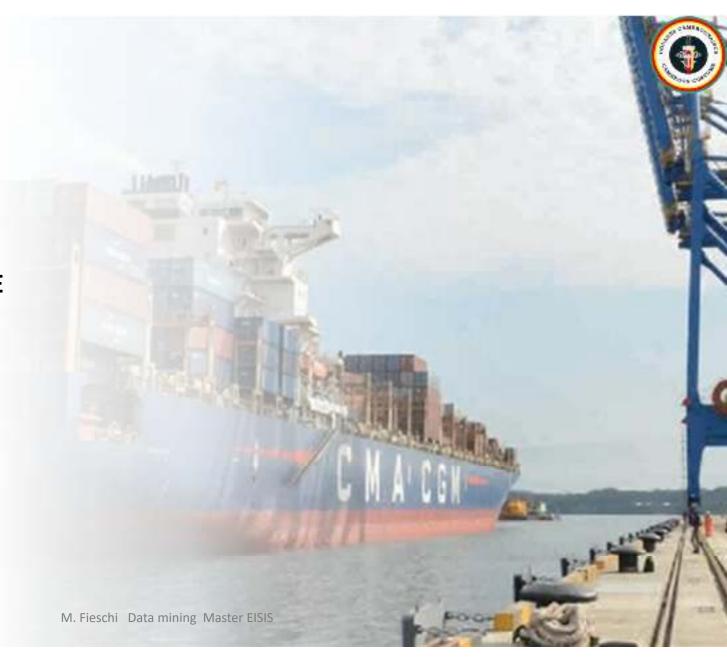
D'autres pays, en Afrique notamment, font l'expérience d'une administration unique en charge de l'ensemble de la fiscalité interne et de porte afin de réduire les inefficiences opérationnelles de la politique fiscale;



LES TEMPS FORTS DE LA PRESENTATION

I- L'APPROCHE DEFINITIONELLE DE LA FISCALITE, DU DEVELOPPEMENT ET DES NOTIONS ASSOCIEES;

II- LES AXES D'ACTION DE LA DOUANE EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT.





La fiscalité de porte désigne l'ensemble des prélèvements, droits et taxes, et impositions de même nature, acquittés par les contribuables à l'occasion du mouvements des marchandises, des services et des capitaux à la frontière.

ESSAI DE DEFINITION



Le développement correspond à l'ensemble des transformations techniques sociales et culturelles qui généralement accompagne la croissance et favorisent la prolongation de celle-ci.

M. Fieschi Data mining Master EISIS



Le développement met l'accent sur l'aspect structurel (l'industrialisation, l'urbanisation, la salarisation, l'institutionnalisation) et qualitatif de l'évolution à long terme (transformation des mentalités et des comportements)





Le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) a récemment proposé deux (02) autres indicateurs :

L'IDH: Indicateur de Développement Humain.

L'IPH : Indicateur de Pauvreté Humaine



Le développement durable (DD) proposé par le Rapport Brundtland de1987 est celui qui permet « de répondre aux besoins des générations actuelles sans compromettre la possibilité de répondre à ceux des générations à venir »



La notion de « PAYS EMERGENTS » vise à identifier, parmi les nombreux pays en développement, ceux qui connaissent à la fois un fort taux de croissance de leur production, un développement rapide de leurs marchés financiers, et une insertion dynamique dans le commerce mondial.



« Les PAYS EMERGENTS » sont aussi « des pays en transition », ie des pays qui connaissent une évolution de leurs structures économiques, partant d'une économie dirigée à une économie de marché ouverte aux échanges internationaux de marchandises, de services et de capitaux.



La croissance économique désigne la variation positive de la production des biens et services dans une économie donnée pour une période de référence

L'indicateur le plus utilisé pour mesurer la croissance, est Le PIB (Produit Intérieur Brut).



A – La protection de la Nation à travers la coopération avec les autres administrations ;

B – Le développement d'un écosystème propice au développement des affaires ;

C - La contribution au budget de l'Etat.

LES AXES DE
CONTRIBUTION DE
LA FISCALITÉ DE
PORTE EN FAVEUR
DU
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE.

A – LA MISSION DE COOPERATION DE LA DOUANE

Au regard de sa position aux frontières et des pouvoirs d'interventions dont elle dispose, l'administration des Douanes assure des missions de coopération avec de nombreux organismes.

Le Ministère de la Défense ; Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ; Le Ministère du Commerce ; Le Ministère de la Faune et de la Forêt.



B – LE DEVELOPPEMENT D'UN ENVIRONNEMENT PROPICE A L'EXPANSION DES AFFAIRES.



La mise en place d'un environnement des affaires transparent et prévisible ;



L'accompagnement du développement à l'international des entreprises ;



Le soutien aux plateformes logistiques et aux logisticiens ;



B – LE DEVELOPPEMENT D'UN ENVIRONNEMENT PROPICE A L'EXPANSION DES AFFAIRES.



La simplification et l'harmonisation des procédures douanières ;



La dématérialisation des procédures ;



La promotion de l'éthique et de la bonne gouvernance,



C. La contribution de la fiscalité de porte au budget de l'Etat

- La loi du 11 Juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques détermine les conditions dans lesquelles est arrêtée la politique budgétaire pour l'ensemble des finances publiques ;
- ART 4 « le budget décrit les ressources et les charges de l'Etat autorisées par la Loi des Finances, sous forme de recettes et de dépenses, dans le cadre d'un exercice budgétaire ».



Art. 4 (al 5) « Toutes les recettes et toutes les dépenses sont retracées dans un document unique, intitulé le budget de l'Etat ».



La politique budgétaire est une politique économique qui consiste à utiliser le budget de l'Etat pour atteindre certains objectifs.

Les choix économiques de l'Etat s'expriment pour l'essentiel à travers son budget avec des effets sur son environnement



La gamme des instruments de la politique budgétaire est très large, car le budget de l'Etat regroupe une multitude de ressources et de dépenses possibles. Il peut notamment pratiquer le déficit budgétaire.



L'économiste américain Richard MUSGRAVE a théorisé les fonctions de la dépense publique :

l'allocation des ressources pour financer les biens collectifs ;

la redistribution des revenus et des patrimoines pour corriger les inégalités ;

la régulation de la conjoncture économique pour lisser les variations de cycles.



POLITIQUE BUDGETAIRE

DEPENSES RECETTES SOLDE BUDGETAIRE

Les charges financières de la dette ;

Les dépenses de personnel

Les dépenses de biens et services ; les dépenses de transfert ; les dépenses d'investissement ; les autres dépenses ; les aides à la recherche Recettes fiscales, impôts ,taxes, droits et autres ;

Dons et legs, fonds de concours et dons de la coopération In ;

Les cotisations sociales, cotisations aux retraites ;

Les autres recettes, revenus de la propriété, et ventes de biens et services

Déficit pour stimuler L'activité

Réduction du déficit ou excédant pour réduire la demande globale



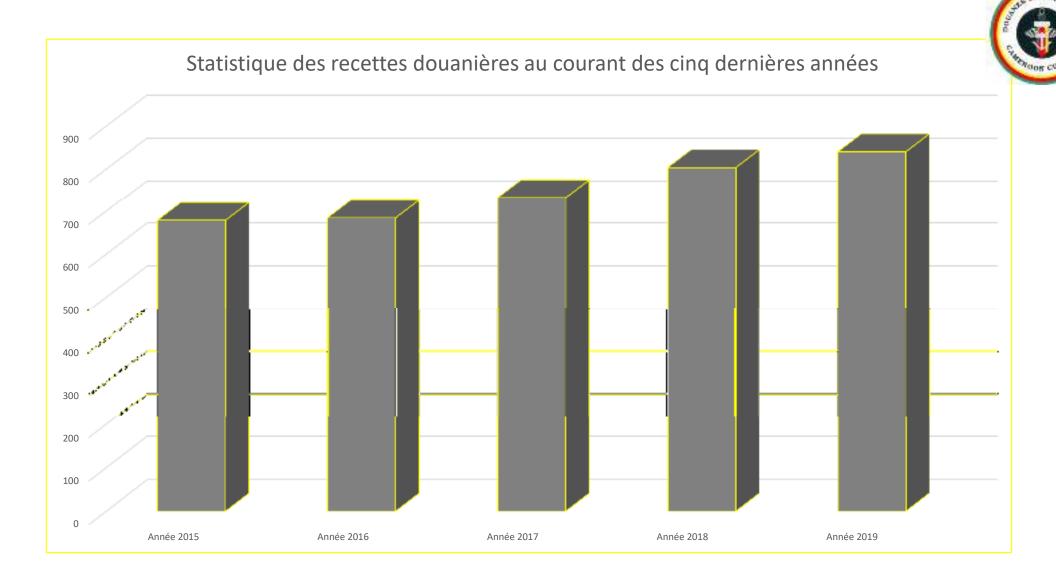
Les statistiques mettent en lumière une augmentation constante de la contribution de la fiscalité de porte au budget de l'Etat ces derniers exercices (2015 à 2019).

Une analyse des chiffres officiels porte à près de 162 milliards de FCFA la progression globale des recettes douanières au Cameroun, au cours de la période mentionnée.



En effet, le recouvrement des recettes douanières au Cameroun est passée de 678,1 milliards de FCFA en 2015, à 683,8 milliards de FCFA en 2016,

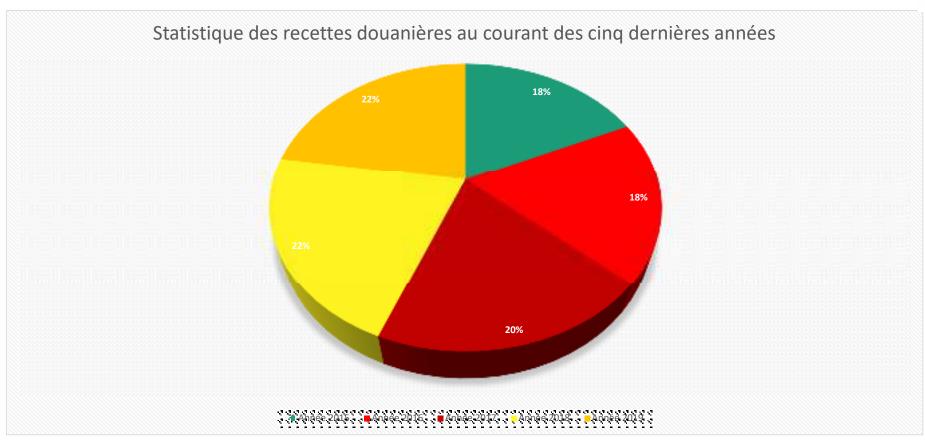
En 2017 et 2018, la perception des droits et taxe était respectivement de 732,7 milliards de FCFA et 803,3 milliards de FCFA, contre 840 milliards de FCFA en 2019.





Année	Année 2015	Année 2016	Année 2017		Année 2019	Total
Recette (en Milliard FCFA)	678,1	683,8	732,7	803,3	840	3737,9
Pourcentage	18.16%	18 .29%	19.6%	21.49%	22.47%	100%







Dans le même temps, l'administration douanière a enregistré une augmentation de près de 5 milliards de FCFA sur les recettes contentieuses.

Au cours de l'exercice 2015, le contentieux a permis de recouvrer 13,1 milliards de FCFA au titre des amendes compromises ou éludées, contre 18,2 milliards de FCFA en 2019.



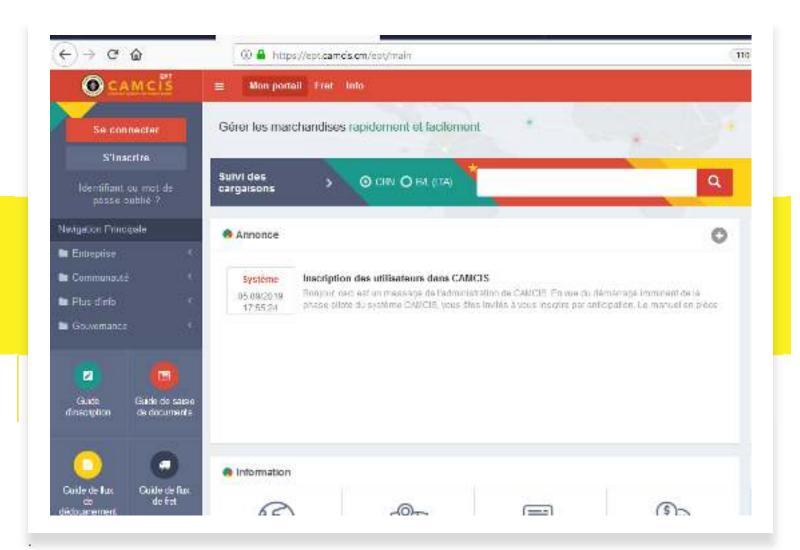
Ces performances sont le fruit d'un programme de réformes engagé depuis plusieurs années :

L'approfondissement de la démarche partenariale à travers le Forum Douanes/Entreprises; Le paiement électronique des droits de douane; La mise en place du titre de transit unique;



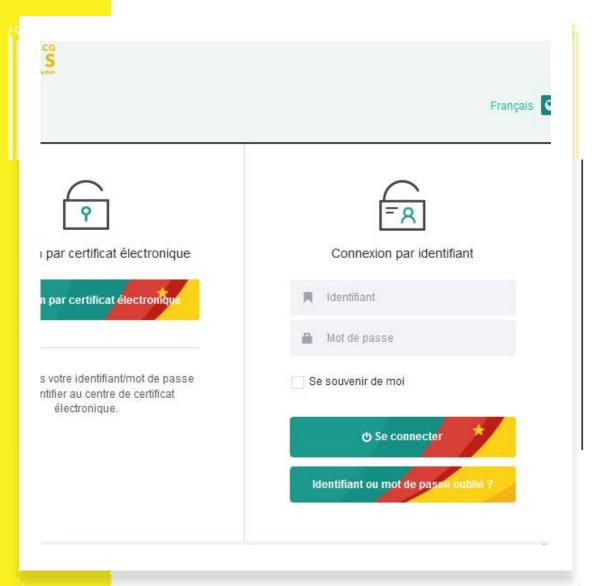
La dynamisation de la surveillance douanière, à travers les opérations Halcomi (Halte au commerce illicite), ou encore la mise en place d'outils de la mesure de la performance des personnels

La poursuite de la dématérialisation des procédures douanières, à travers la mise en place du Cameroon Customs Information System (CAMCIS);





EPT: External Portail. Portail réservé aux partenaires de la Douane



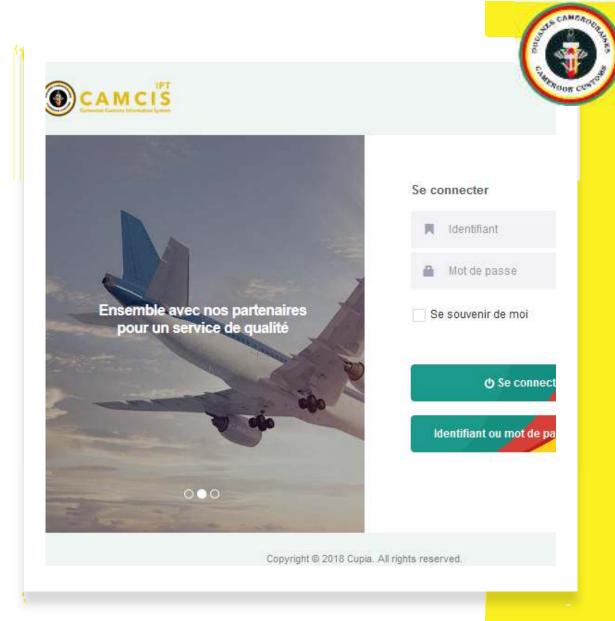


ECG: External Custom Gate. Portail réservé aux administrations publiques, ambassades et banques



Journée d'information et d'imprégnation PAK/MINREX

IPT: Internal Portail. Portail réservé au Personnel de Douane







Système de circulation des documents dans CAMCIS





MANUEL DES PROCEDURES DE DEDOUANEMENT AU PORT AUTONOME DE KRIBI

V16 12





RECETTE ANNUELLE: EXTRACTION CAMCIS

Trimestres	(Tous)
date	(Tous)

Somme de Montant encaissé(XAF)	Étiquettes de colonn	es	
Étiquettes de lignes	2019	2020	Total général
SECTEUR DES DOUANES DU SUD II	11 555 774 278	76 887 253 343	88 443 027 621
11 Budget	5 159 656 994	44 237 011 796	49 396 668 790
12 Hors Budget	6 206 539 927	30 915 338 434	37 121 878 361
22 Feicom	134 050 233	1 217 091 135	1 351 141 368
23 Comune Urbaine / Rurale	52 129 275	473 303 411	525 432 686
24 Inspection Sanitaire vtrinaire	3 397 849	44 508 567	47 906 416
Total général	11 555 774 278	76 887 253 343	88 443 027 621

RECETTE ANNUELLE: EXTRACTION CAMCIS

(Tous)

Trimestres

Somme de Montant encaissé(XAF)	Étiquettes de colonnes		
Étiquettes de lignes	2019	2020	Total général
SECTEUR DES DOUANES DU SUD II	11 555 774 278	76 887 253 343	88 443 027 621
Janv		7 653 889 557	7 653 889 557
Févr		7 653 889 557	7 653 889 557
Mars		6 987 941 677	6 987 941 677
Avr		6 987 941 677	6 987 941 677
Mai		7 462 480 903	7 462 480 903
Juin		8 552 036 647	8 552 036 647
Juil		9 882 235 756	9 882 235 756
Août		10 232 034 006	10 232 034 006
Sept		11 474 803 563	11 474 803 563
Oct	5 576 691 988		5 576 691 988
Nov	32 330 841		32 330 841
Déc	5 946 751 449		5 946 751 449
Total général	11 555 774 278	76 887 253 343	88 443 027 621

De Janvier a septembre 2019, merci de trouver les donnees dans SYDONIA



Merci de votre aimable attention!!!